



# INFO-TÜRK INFO-TÜRK INFO-TÜRK

bulletin mensuel o monthly bulletin o maandelijks bulletin

68

6EME ANNEE • PRIX: 50 FB • ABONNEMENT ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45  
INFO-TÜRK - 13/2, SQUARE CH. M. WISER - 1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72  
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION • DEPOT LEGAL: 2198

## LES ANNEES DOREES DU COMPLEXE MILITARO-INDUTRIEL EN TURQUIE



Ce n'est pas seulement "l'établissement de la loi et de l'ordre" mais également le renforcement du pouvoir militaire qui sont parmi les objectifs principaux exprimés par le Conseil National de Sécurité responsable du coup d'état du 12 septembre 1980.

Après une période de deux ans de répression, la junte militaire des cinq proclame maintenant que "la loi et l'ordre" ont déjà été rétablis et qu'ils sont prêts à rétablir "le régime parlementaire" en Turquie.

Il est vrai que "la loi et l'ordre" sont apparemment rétablis, mais cela au prix de plus de 200.000 arrestations, de tortures cruelles, de chasse-à-l'homme, de suspension de tous les droits humains, sociaux et politiques. Il y a encore plus de 50.000 personnes progressistes qui passent en jugement devant les tribunaux militaires desquelles 4.000 risquent la peine de mort... 15 personnes ont déjà été exécutées!

Après pareil bain de sang, quelle sorte de "régime parlementaire" va pouvoir être instauré? Les rapports journalistiques sur la préparation de la nouvelle "constitution" laissent entendre qu'il s'agirait d'un régime autoritaire "civil" dont les militaires, à nouveau, tireraient les ficelles.

Quant à leur objectif de renforcement du pouvoir militaire de la nation, en deux ans, les chefs d'armée ont déjà atteint un niveau "satisfaisant et plaisant" en utilisant toutes les possibilités financières et matérielles de l'Etat et en exploitant une main d'œuvre privée du droit d'auto-défense au moyen des conventions collectives et grèves.

Le renforcement du pouvoir militaire de la nation... En fait, ce n'est pas uniquement l'affaire des chefs d'armée. Derrière eux, il y a aussi les Etats-Unis et le milieu des affaires turc.

Juste après le coup d'état militaire, le 17 octobre 1980, un communiqué publié après les pourparlers des instances supérieures Turco-américaines disait: "Les pourparlers qui ont eu lieu dans une atmosphère amicale indiquaient clairement les perspectives concrètes de progrès dans l'industrie de l'armement turque grâce à des efforts mutuels et que le progrès qui devait être réalisé dans ce domaine contribuerait à améliorer une coopération à des niveaux bilatéraux aussi bien que multilatéraux, en particulier dans le cadre de l'alliance de l'OTAN". (Voir: Bulletin, Oct.1980)

Le quotidien *Cumhuriyet* du 17 septembre 1980 rapportait que "après le coup d'état militaire, les efforts en vue de créer un complexe militaire-industriel avec la participation des secteurs privé et public s'intensifiaient. Ce complexe est destiné à produire des équipements militaires et à exporter également de l'acier de haute qualité, des circuits intégrés et de la fonte."

Il est clair que la création de pareille industrie de guerre nécessite une technologie avancée et une énorme accumulation de capitaux et de personnel qualifié.

Pour le transfert de technologies avancées américaines, des pourparlers entre les délégations turque et américaine sont encore en cours. Quelques technologies ont toutefois déjà été transférées.

Un personnel qualifié existe déjà en Turquie et de plus, depuis le coup d'état il a été possible de l'employer à des salaires très bas.

Quant à l'accumulation du capital, le complexe militaro-industriel composé de grosses compagnies et d'officiers de l'armée a déjà entrepris d'importantes démarches au cours de ces deux années.

L'année 1981 fut une "année d'or" pour le capital monopoliste et le pourcentage des profits a atteint les 200-300 pourcents. (Voir: Bulletin, Mai 1982)

Pour le côté militaire du complexe, on compte un fond et trois fondations.

OYAK (Fond d'Aide Mutuelle des Forces Armées) fut fondé il y a 20 ans grâce aux contributions des officiers de l'armée et des sergents dans le but apparent de leur procurer des bénéfices sociaux supplémentaires. Mais la rétenu de 5 pc des salaires des officiers et sergents totalisant 20 millions \$ en un an a permis aux chefs de l'armée

./..

de dépasser les activités sociales et l'OYAK a ainsi décidé d'investir ses fonds énormes dans des affaires industrielles et commerciales. Grâce à sa collaboration avec des compagnies étrangères telles que International Harvester, Renault, Good-Year et Mobil dans la pétrochimie, les conserves alimentaires, les industries de pneus et d'automobiles, OYAK est devenu en très peu de temps un holding financier gigantesque dont l'actif pour l'année 1980 se chiffrait à 35 millions de dollars. Depuis le coup d'état militaire de 1980, l'accumulation du capital de l'OYAK s'est encore accélérée et atteint 57 millions de dollars en deux ans de temps.

L'Assemblée de l'OYAK s'est tenue le 29 mai 1982, à Ankara et les chefs d'armée déclaraient que le niveau atteint par le fond dans ses activités et développements était "satisfaisant et plaisant".

Le Général en retraite Hasan Görmüs, Président du Conseil d'Administration annonçait aussi que les bénéfices accordés aux officiers de l'armée s'étaient multipliés après le coup d'état militaire:

"L'actif de notre fond a atteint 8.563 millions de liras turques en 1982 (il était de 4.600 millions LT en 1980). Nos actions dans différentes entreprises se chiffrent à 2.603 millions LT et nous procurent un profit total de 1.889 millions LT en 1981. Nous avons accordé une aide sociale de 1.832 millions LT à nos membres en une période de 3 ans. Le montant de crédit à l'habitat pour chacun des membres s'est élevé à 600.000 LT".

Outre l'OYAK, le complexe militaro-industriel se compose de trois autres fondations, mises sur pied avec la coopération civile et militaire dans le but d'attirer des donations du public et de les utiliser à l'industrie de l'armement.

La plus importante parmi elles est la Fondation pour le Renforcement de la Force Aérienne (HKGV). L'actif de cette fondation atteignait 2.000 millions de LT à la fin de 1980. Elle possède 45 pc des actions de la "Compagnie des Industries Aéronautiques Turques" (TUSAS), fondée dans le but de moderniser la Force Aérienne Turque et de construire des avions militaires. Le congrès de l'HKGV s'est tenu le 7 mai 1982, à Ankara et le Général Tahsin Sahinkaya, membre du CNS et Commandant de la Force Aérienne, déclarait: "Nous avons atteint le stade final dans la préparation de l'installation de notre propre industrie aéronautique." Le directeur de la TUSAS, Mr. Samim Dilek annonçait le 17 mai que l'Etat-Major de l'Armée avait déjà choisi les chasseurs F-16 et F/A-18 comme avions que l'industrie aéronautique turque construira. Ces deux types d'avions ont été choisis parmi les 9 modèles proposés par 6 firmes d'aviation de 4 pays. Le F-16 appartient à la Compagnie d'aviation américaine General Dynamics et le F/A-18 à une autre firme américaine, Northrop.

L'industrie d'aviation turque coopérera avec 170 firmes locales au moins pour la production des différentes pièces. L'HKGV envisage aussi la production de films photographiques et de papiers qui seraient utilisés dans les opérations de reconnaissance de la Force Aérienne.

La Fondation pour le Renforcement des Forces Terrestres (KKGV) fut fondée plus tard, mais enregistra un développement très rapide. Lors du congrès de cette fondation, le Général Nurettin Ersin, membre du CNS et Commandant des Forces Terrestres, déclarait que l'actif de la KKGV atteignait 3.578 millions LT, alors qu'il était seulement de 400 millions LT en 1980. Cela signifie que, grâce à l'intervention militaire, les donations à la KKGV se sont multipliées par huit. Le Général Ersin annonçait que 5.5 millions de personnes avaient fait des dons à la KKGV en deux ans de temps. Spécialement, parmi la communauté immigrée turque en Europe, les missions diplomatiques turques avaient lancé une campagne de dons. Rien que pour la R.F.d'Allemagne, la Belgique et la Hollande, les consulats turcs ont rassemblés 2 millions D.M. de dons. La KKGV détient des investissements dans de nombreuses entreprises et a fondé ASELSAN pour la production de pièces électroniques et d'équipements de radio-communication, et ASPILSAN pour la production de batteries pour les équipements militaires. ASELSAN sera capable de produire des pièces de rechange pour les avions F-16 et F/A-18. Cette firme a également conclu un accord, en avril 1982, avec l'Aydın Cooperation américaine pour la fabrication d'équipements électroniques de haute technologie.

Quant à la Fondation pour le Renforcement des Forces Navales (DKGV), elle a investi les donations récoltées parmi les gens dans la fabrique de navires pour sa flotte. Deux vedettes construites grâce aux donations des travailleurs migrants turcs en Allemagne ont été appelées *Gurbet-I* et *Gurbet-II* (Exil-I et Exil-II). Récemment, un sous-marin a été construit aux chantiers-navals turcs par la DKGV. La fondation possède également 15 pc des actions de la NETAS, une compagnie d'équipements de télécommunication.

Dans le projet de création d'une industrie de guerre en Turquie, les partenaires étrangers les plus proches sont les Etats-Unis et la R.F.d'Allemagne. Pendant la visite du Secrétaire d'Etat Alexander Haig à Ankara, des discussions ont eu lieu relatives à la vente et à une fabrication commune de presque 300 chasseurs américains perfectionnés en vue de la modernisation des Forces Aériennes turques dans la prochaine décennie. Comme il est mentionné ci-dessus, les dirigeants militaires de Turquie désirent fabriquer des F-16 et des F/A-18. Ce projet coûterait environ 5.000 millions \$ en 10 ans.

Le Commandant des Forces Aériennes turques Tahsin Sahinkaya, rentré de sa visite en RFA, déclarait le 15 mai 1982 que la Turquie recevrait de ce pays 120 F-104 et 77 tanks Leopard-I jusqu'à fin 1983.

Selon un rapport journalistique du 28 mai, la Turquie installerait des avions de surveillance AWACS dans la province du centre de l'Anatolie, Konya, faisant partie du système d'alerte de l'OTAN. Les avions patrouilleraient dans l'espace aérien turc, la Mer Noire, la Mer Egée et la Mer Méditerranée.

(Pour de plus amples informations sur le sujet, voir: *Bulletins* de Juillet/Août 1978, Septembre 1980, Octobre 1980, ainsi que *US Interests in Turkey*, brochure éditée par Info-Türk).

---

## VIE POLITIQUE

---

### "REFERENDUM" et "GROUPEMENT POLITIQUES"

L'agence de presse officielle turque AA rapportait le 11 juin qu'un référendum national aurait lieu le 14 novembre 1982 au plus tard et qu'environ 23 millions de citoyens turcs à partir de 21 ans devraient exprimer

leur opinion sur le texte de la nouvelle constitution en choisissant un des deux votes: "Oui" ou "Non".

Ceci est un nouveau tournant dans le calendrier du soi-disant "rétablissement" de la démocratie en Turquie. Comme nous l'expliquions dans nos Bulletins précédents, l'Assemblée Consultative a élaboré une

nouvelle constitution dans le cadre délimité par le Général Evren. On rapporte que le travail de rédaction de la constitution sera achevé en juillet par la Commission Constitutionnelle. L'Assemblée Consultative discutera du projet de loi élaboré lors de ses sessions plénières d'août et présentera le texte au CNS pour y être ratifié en septembre. Le projet de constitution sera alors examiné par la junte militaire des cinq qui a le dernier mot et sera soumis ensuite à un référendum.

Les journaux turcs rapportent que la Commission Constitutionnelle présidée par le Prof. Aldıkaçtı a déjà mis sur papier de nombreux articles de la nouvelle constitution. Parmi ceux-ci se trouvent aussi ceux qui accordent plus de pouvoir à l'exécutif qu'au législatif, donnant au Président de la République plus de pouvoir étendus et limitant les droits sociaux et politiques. Même le quotidien *Milliyet* du 15 mai 1982 laissait entendre qu'un article temporaire désignant le Général Evren comme premier Président de la République de la nouvelle ère aurait été stipulé dans le projet.

La Commission Constitutionnelle agit conformément aux souhaits des cinq généraux, mais il y a quelques désagréments au sein de l'Assemblée Consultative de 160 membres. Quoique tous aient été désignés par le CNS, quelques membres ont déjà pris une position critique, soit sous la pression de l'opinion publique, soit pour des raisons subjectives. Les membres qui s'étaient opposés au vote secret des peines de mort, qui ont voté pour une réforme terrienne et agraire plus radicale ou ceux qui ont critiqué la bureaucratie ont déjà été classés comme "sociaux-démocrates" ou "radicaux".

La junte militaire a peur que ces brebis galeuses ne s'opposent à beaucoup d'autres articles du projet de constitution. Dans le but d'éviter des débats "désagréables" sur les articles lors des sessions plénières, le CNS a chargé ses bénis-oui-oui dans l'Assemblée d'organiser un nouveau jeu.

Le quotidien *Milliyet* du 4 juin rapporte que le Prof. Aldıkaçtı et environ 75 membres de l'Assemblée Consultative ont formé un groupe politique sous le nom de "Libéraux Atatürkistes" et qu'ils tiennent des réunions secrètes à huis-clos.

Bien que d'autres rapports de presse prétendent que les "Libéraux Atatürkistes" ainsi que les "Sociaux-Démocrates" et les "Radicaux" forment les noyaux de nouveaux partis politiques, ils constituent bien des spéculations visant à estomper le but réel de cette initiative.

Certainement qu'après l'adoption de la nouvelle constitution et de la nouvelle législation sur les partis politiques et les élections, de nouveaux partis politiques seront formés dans les limites idéologiques préconisées par la junte militaire. Puisque les activités politiques des anciens dirigeants de parti ont été interdites, l'ini-

tiative de constituer de nouveaux partis viendra d'eux. Et parmi ceux-ci, on comptera des "membres éminents" de l'actuelle Assemblée Consultative. Mais ceci concerne la période de l'après-référendum.

Le réel motif des réunions secrètes des "Libéraux Atatürkistes" a été divulgué par la suite par le Prof. O. Aldıkaçtı lui-même: "Je ne vais pas former de parti politique. Mon but est que la nouvelle constitution soit ratifiée le plus vite possible à l'Assemblée Consultative et cela en évitant les discussions sans fin..."

Cela signifie que l'initiative d'Aldıkaçtı vise à créer un groupe majoritaire au sein de l'Assemblée Consultative qui votera chaque article du projet comme le dicte la junte et comme l'exprime la commission.

Il y a également des rumeurs selon lesquelles les sièges au futur "parlement" sont promis à ceux qui acceptent la discipline imposée par les "Libéraux Atatürkistes" et qui s'y conforment.

La deuxième crainte de la junte concerne le référendum. Bien qu'il aura lieu sous un régime militaire répressif et aura probablement pour résultat l'approbation de la nouvelle constitution, la junte craint encore la possibilité d'une faible participation ou d'un pourcentage assez élevé de votes "non".

Comme première mesure pour parer à ces possibilités, les militaires ont décidé de renouveler le système d'inscription des électeurs. La préparation du nouveau registre se fera de telle manière que les gens progressistes seront empêchés de voter librement.

D'autre part, le général Evren a également lancé une campagne de propagande en visitant de nombreuses villes, communes et villages, en organisant des cérémonies et en recevant des délégations de différentes institutions. La Presse et la Radio-Télévision contrôlées par la Junte donnent des comte-rendus de ces visites et de ces cérémonies de façon à rendre Evren "populaire" et la constitution qu'il impose "acceptable".

Mais toutes ces mesures et la campagne de propagande ne peuvent pas assurer une approbation massive de la nouvelle constitution. Non seulement pour manifester leur désapprobation de la constitution d'un régime civil autoritaire, mais aussi pour protester contre la répression, l'obscurantisme et la détérioration des conditions de vie, des millions d'électeurs peuvent dire *no!*

Même avant le référendum du 14 novembre, au cours des débats à l'Assemblée Consultative, certains membres pourraient être obligés d'élever des protestations et de voter contre le projet de constitution.

Quelles que soient les mesures prises par la Junte militaire et ses bénis-oui-oui, les longues et chaudes journées d'été qui arrivent pourraient réserver quelques surprises aussi bien à la junte militaire qu'à l'opinion mondiale.

---

## TERREUR D'ETAT

---

### PRESSIONS SUR LE PARTI D'ECEVIT

Les autorités militaires ont donné l'ordre à 133 anciens législateurs, membres du Parti Républicain du Peuple (CHP) d'Ecevit, de NE pas quitter la Turquie tant que l'enquête menée sur ordre de la loi martiale n'est pas achevée.

L'ancien premier ministre Ecevit, emprisonné depuis le 10 avril, a été libéré le 3 juin sur ordre d'un juge militaire lors de la première audience de son procès pour avoir nui à la réputation de la Turquie à l'étranger par le biais d'une interview accordée à un journal norvégien. Mais il est également jugé par un autre tri-

bunal militaire pour un article qu'il avait écrit pour "*Der Spiegel*".

### DEFENSE DU TIP: "NOUS NE SOMMES PAS DES MARXISTES-LÉNINISTES"

Le procès du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a commencé le 14 mai, à Istanbul, avec l'interrogatoire des fondateurs et administrateurs du parti. Le premier inculpé du procès, Mr. Alp Selek a contesté l'allégation du procureur selon laquelle le TIP était un parti marxiste-léniniste et avait poursuivi des activités illégales. Il a déclaré que le TIP n'avait jamais eu pour

but d'instaurer un ordre communiste en Turquie et qu'il avait toujours mené des activités légales.

## CONGRES DES BARREAUX

Le congrès annuel de l'Union des Associations du Barreau Turc s'est tenu à Zonguldak, le 14 mai, et les délégués y ont soulevé des critiques contre la suppression des droits de la défense dans les tribunaux militaires. Au terme de ses travaux, le Congrès a adopté une résolution demandant la suppression de la peine de mort et des pratiques de torture et le respect des droits de la défense. Mr. Attila Sav a été réélu président de l'Union.

D'autre part, à Ankara, les présidents de 13 associations démocratiques ont été mis en accusation le 2 mai par le procureur militaire en raison d'une déclaration commune publiée en 1977. Des peines de prison allant jusqu'à un an sont requises pour chacun d'entre eux.

## PROCES DU COMITE POUR LA PAIX

Le procureur militaire d'Istanbul a annoncé le 24 mai que le dossier de l'accusation contre 30 membres du Conseil Administratif du Comité Turc pour la Paix, dont 25 sont déjà en détention depuis fin février, était prêt. L'ex-ambassadeur Mahmut Dikerdem, président du Comité, Orhan Apaydın, batonnier du Barreau d'Istanbul, Dr. E. Atabek, président de l'Union des Médecins Turcs et d'autres inculpés sont accusés d'avoir "formé une association illégale", d'avoir "fait de la propagande pour le communisme et le séparatisme" et d'avoir "diffusé des informations discréditant la Turquie à l'étranger". Le procureur demande des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 30 ans pour chacun.

## INTERROGATOIRE DE BASTURK

L'interrogatoire de Mr. Abdullah Bastürk, Président de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK), s'est poursuivi devant le 2ème Tribunal de la Loi Martiale d'Istanbul, au cours du mois de mai, à la façon de l'*Inquisition*. En dépit du manque de preuves, le juge militaire a tenté d'obtenir des déclarations contradictoires en posant des questions déroutantes. Lorsque l'avocat de la défense Ercüment Tahiroğlu s'est élevé contre l'attitude de ce juge, le 30 avril, il a été expulsé de la salle d'audience. Le 12 mai, Bastürk s'est plaint que ses dépositions n'étaient pas enregistrées de façon correcte et a demandé l'assistance d'un sténographe, mais cette demande a également été rejetée.

## RAPPORT DE L'ETAT-MAJOR

L'Etat-Major turc a publié une étude selon laquelle les autorités de la loi martiale ont arrêté 43.140 activistes politiques depuis le 12 septembre 1980. Sur 6.492 incidents survenus entre le 12 septembre 1980 et le 11 février 1982, 3.718 ont été imputées aux activistes de gauche, 177 aux militants kurdes, 125 à l'extrême-droite. Les auteurs des 2.452 autres incidents ne sont toujours pas connus. Ces différents accrochages ont causé la mort de 466 personnes. La même étude rapporte que parmi les accusés, il y a 32 journalistes, 221 représentants syndicaux et 325 représentants d'associations. 7.662 personnes sont toujours recherchées par les autorités.

## CHASSE-A-L'HOMME, LE 1er MAI

Depuis 1978, c'est la quatrième fois que le 1er Mai ne peut être célébré par des cérémonies et des rassemblements, en Turquie. Comme on s'en souvient, la junte militaire alla même plus loin en 1981 et décréta que le 1er Mai serait à nouveau un jour de travail. Né-

anmoins, dans différentes villes de Turquie, des militants ouvriers ont fait fi de l'interdiction de célébrer cette année le 1er Mai et ont couvert les murs de slogans contre la junte. Un de ces groupes militants a été pris en embuscade à Istanbul par les forces de sécurité et un membre de Voie Révolutionnaire (Dev-Yol) a été abattu.

Le 17 mai 1982, à nouveau dans Istanbul, lors d'une autre embuscade, une jeune fille a été tuée par les forces de l'ordre.

Pendant le seul mois de mai 1982, les forces de l'ordre affirment avoir arrêté 39 membres du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK) à Diyarbakır, 12 membres du Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) à Izmir, 16 membres de Gauche Révolutionnaire (Dev-Sol) à Malatya, 18 membres des Avant-Gardes Révolutionnaires du Peuple (HDO) à Kars, 30 membres du Parti Communiste de Turquie (TKP) à Ankara, 27 membres du Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TDKP) et du Dev-Yol à Ankara et 49 militants de gauche à Adana.

De plus, à Istanbul, un touriste allemand du nom de Manfred Ruhl a été arrêté le 29 mai sur l'accusation d'avoir déchiré un drapeau turc en morceaux.

## ENCORE UNE EXECUTION ET 109 REQUETES DE PEINE CAPITALE

Les militaires ont exécuté un activiste d'extrême-droite, Cengiz Baktemur, le 1er Mai, à Elazığ. Il avait été condamné à mort du chef d'avoir commis des assassinats politiques. Ainsi, le nombre total des exécutions depuis le coup d'état militaire s'élève à 16.

D'autre part, au cours du mois de mai 1982, les procureurs généraux militaires ont ouvert de nouveaux procès contre des activistes politiques et requis la peine de mort pour 109 d'entre eux. Le nombre total de requêtes de peine capitale atteignait 4.585 à la fin du mois de mai. Dans la liste ci-dessous des nouveaux procès, nous mentionnons le nombre de demandes de peines de mort entre parenthèses, à la suite du nombre des accusés:

- Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK): 3/5 à Elazığ, 136 (24);
- Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK) et Parti Socialiste du Kurdistan Turc (TKSP): 28/5 à Erzurum, 169 (37);
- Voie Révolutionnaire (Dev-Yol): 7/5 à Izmir, 26 (5), 14/5 à Izmir, 54 (5), 14/5 à Ankara 4 (1);
- Libération (Kurtulus): 7/5 à Izmir, 5 (3), 23/5 à Istanbul, 108 (14);
- Association de Lutte contre le Chômage (PIM): 6/5 à Istanbul, 7 (1);
- Unité de Propagande Armée Marxiste-Léniniste (MLSPB): 26/5 à Istanbul, 6 (6);
- Association de la Jeunesse Idéaliste (UGD): 19/5 à Izmir, 30 (13);
- Association de la Jeunesse Progressiste (IGD): 15/5 à Ankara, 12 (-);
- Chemin du Partisan (PY): 7/5 à Istanbul 5 (-);
- Gauche Révolutionnaire (Dev-Sol); 6/5 à Ankara, 20 (-);

Le même mois, à Adana, 16 personnes ont été condamnées à 10 ans d'emprisonnement chacune du chef d'inculpation "d'adhésion au TKP".

Le 10 mai, une personne a été condamnée à mort à Erzincan et 18 autres à des peines de prison. Le même jour à Istanbul, 5 personnes ont été condamnées à 5 ans de prison chacune pour leur appartenance à l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire Patriotique.

Le 15 mai, 8 membres du Dev-Sol ont été condamnés à 60 années de prison au total, à Ankara, et deux gens de gauche à 18 ans de prison chacun, à Konya.

## DENONCIATION DE TORTURES

Süleyman Coskun, Sehra Ceyrek, Sevim Cangör, Osman Pehlivan et Ali Kılıç, inculpés du procès du TKP, ont déclaré au tribunal militaire qu'ils avaient été soumis à la torture au cours de leur interrogatoire au commissariat. (C-5,8,11/5)

Lors du procès du TKP/B à Ankara, il a été révélé que 2 policiers, Omer Bülbül et Kenan qui interrogeaient les inculpés, avaient été condamnés précédemment à 5 ans et demi de prison chacun pour brutalités. Les inculpés ont affirmé avoir également été torturés par les policiers mentionnés ci-dessus. (C-19,20/5)

Les inculpés du procès de Dev-Sol, devant la 2ème Cour Militaire du CLM d'Istanbul, ont refusé de décliner leur identité en protestation contre les mauvais traitements auxquels ils sont soumis à la prison militaire de Metris. De plus, environ milli détenus de la même prison ont entamé une grève de la faim et les parents de quelques prisonniers se sont également joints à cette action de protestation. (T-13/5)

## REPRESSION A L'ETRANGER

Le Secrétaire d'Etat Erkel déclarait au Parlement Allemand que la Turquie avait demandé l'extradition de 65 citoyens turcs accusés de délits politiques, mais seulement huit d'entre eux ont été renvoyés dans leurs pays natal. 18 d'entre eux sont toujours sous surveillance car l'enquête à leur sujet est toujours en cours.

Alors que les dirigeants du Parti d'Action Nationaliste (MHP) sont jugés par les tribunaux militaires de Turquie, leurs complices à l'étranger bénéficient d'un soutien ouvert et de la protection des missions diplomatiques turques. Selon le rapport délivré par *Demokrat Türkiye*, les chefs de la Türk Federasyon (Fédération des organisations des loups gris) ont organisé un rassemblement à Hanovre, le 8 mai. Le Consulat de Turquie leur avait attribué la Maison Turque (Türk Evi) à cette fin. Mais en raison des protestations émises par les progressistes turcs et allemands, la réunion ne put avoir lieu.

Le quatrième congrès de la Türk Federasyon s'est tenu, fin mai, à Coblenz. Serdar Celebi, Ali Batman et Enver Altaylı, qui sont accusés par le procureur général militaire d'avoir organisé les Loups Gris à l'étranger, ont pris la parole lors du congrès. A la fin de la réunion, Serdar Celebi a été réélu président de la fédération. (T-31/5)

## SUICIDE D'UN OUVRIER TURC

Dans la cité d'Heilbronn (R.F.A.), un ouvrier turc du nom de Muzaffer Sahiner s'est suicidé suite aux rumeurs selon lesquelles il serait recherché par les autorités militaires en Turquie, rapporte le quotidien *Tercüman* du 18 mai 1982. Le suicide de Sahiner qui travaillait en Allemagne depuis 18 ans, montre bien le degré d'intimidation et de terreur que les mesures répressives des militaires provoquent à l'étranger.

## VIE SOCIALE

### CONGRES DE LA TURK-IS: OBEISSANCE A LA JUNTE

Alors que les activités de la DISK sont suspendues et que ses 52 dirigeants sont jugés et risquent la peine de mort devant les tribunaux militaires, l'autre confédération syndicale de Turquie, la Türk-Is, avec l'approbation des militaires, a tenu son congrès national du 24 au 30 mai 1982, à Ankara.

Comme on s'y attendait, il n'y a aucun changement ni dans la politique poursuivie par la confédération ni dans son administration. Il est clair que ce congrès s'est tenu par pure formalité.

En fait, tous les travaux du Congrès ont été menés à bien sous l'œil vigilant des militaires, et tous les délégués, à quelques exceptions près, ont exprimé leur gratitude et loyauté à la junte militaire. Personne n'a mentionné l'arrestation des dirigeants et des militants de la DISK. Quelques délégués ont critiqué la politique de blocage des salaires, mais ces traits critiques étaient destinés au Vice-Premier Ministre Turgut Ozal. Personne n'osa s'attaquer aux militaires.

L'événement le plus marquant de ces congrès a été la réélection du Secrétaire Générale Sadık Side qui

est également ministre de la sécurité sociale du gouvernement militaire depuis le coup d'état. Il est l'un de ceux qui sont responsables pour toutes les décisions gouvernementales qui ont été prises contre les intérêts des travailleurs. Cette position dualiste de Sadık Side a provoqué des réactions aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. La Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL-ICFTU) a suspendu l'affiliation de la Türk-Is aussi longtemps que Side continuera d'occuper son poste ministériel.

Ne tenant pas compte de toutes ces protestations, Side a défié le mouvement syndical international et a déclaré qu'il n'avait pas l'intention ni de quitter son poste ministériel ni son siège de secrétaire-général de la Türk-Is. Sous la pression des militaires, tous les délégués se sont vus contraints de voter pour la réélection de Side.

Quant au poste présidentiel... Ibrahim Denizcier a été remplacé par Sevket Yılmaz, qui est connu pour être le membre le plus réactionnaire du conseil administratif de la Türk-Is.

Après le Congrès, la première chose que fit le nouveau président a été de rendre visite à Evren et de lui témoigner la gratitude et la loyauté de la Türk-Is.

## BIBLIOGRAPHIE

- Zed Press, en Angleterre a publié dans "Middle East Series" l'étude du Dr. Borch Berberoglu: *Turkey in Crisis*. Elle dévoile les raisons basiques de la crise économique, de l'instabilité politique et des coups d'état militaires qui déferlent sur le pays. L'édition cartonnée de 150 pages aux prix de 11,95 Livres Sterling, peut être obtenu chez: Zed Press, 57 Caledonian Rd, London N1 9DN - G.B.
- "Interview met een Turks meisje", *Baraal* No. 18, OCGB Gallaitstr. 78, 1030 Brussel.
- "Assises Contre le Racisme", *MARX INFORMATION*, No.26 spécial, Mars 1982- 37 rue de la Poste - 1030 Bruxelles.
- "Comment venir, séjourner, résider, roster en Belgique", *Lire l'Immigration*, CSC1 - 30, rue de la Victoire - 1060 Bruxelles.
- *Chez Eux - Chez Nous - Les Immigrés*, Fondation Joseph Jacquemotte, peut être obtenu au PCB Régionale de Bruxelles - Av. de Stalingrad 21 - 1000 Bruxelles.
- Henri Beauthier, *Le Droit des Etrangers*, Co-édition Vie Ouvrière-Infor Jeunes, peut être obtenu da CNIJ, rue Traversière, 4 1030 Bruxelles.

---

## VIE CULTURELLE

---

### INTERDICTION POUR DES JOURNALISTES TURCS DE PARTICIPER AU CONGRES

Le Congrès de la Fédération Internationale des Journalistes s'est tenu en Suisse du 17 au 21 mai 1982. Deux délégués du Syndicat des Journalistes Turcs (TGS) n'ont pas été autorisés par le régime militaire à participer à ce congrès. Le Congrès de la FIJ a exprimé son indignation devant la violation par le régime turc de la liberté d'expression.

### OEUVRE DE BRECHT CONFISQUEE

Le tribunal militaire d'Istanbul a décidé de confisquer la 5ème édition de l'œuvre de Bertholt Brecht "Le Pain du Peuple" et deux célèbres traducteurs, A. Kadir et Asım Bezirci ont été poursuivis pour l'avoir traduite.

D'autre part, Ayse Nuran Saygılı a été condamné à 7 ans et demi de prison pour "avoir fait la propagande du communisme".

---

## RELATIONS EXTERIEURES

---

### SOLIDARITE

- D'éminents chefs d'état européens ont envoyé à Ecevit un message commun de solidarité exprimant leur soutien total à "son combat pour la restauration d'une vraie démocratie en Turquie". Selon le bulletin de la Fédération Populaire Progressiste (HDF) du 23 avril 1982, parmi les personnalités signataires, il y avait aussi Willy Brandt, président du SPD, Olof Palme, président du SAP, Bruno Kreisky, Président du SPO, Bernt Carlsson, Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste.

- Alors que les célébrations du 1er Mai étaient interdites en Turquie, les travailleurs turcs et kurdes des pays européens ont participé aux rassemblements et aux célébrations données à cette occasion en Europe.

- Le bureau de Liaison de la DISK en Belgique commençait la publication d'un bulletin intitulé "Solidarité/DISK", le 1er mai 1982. "Cette année, le 1er mai rappellera seulement aux travailleurs de Turquie leurs droits durement conquis mais rapidement perdus et bien sûr, la volonté de lutter pour les reconquérir. Il est opportun que les travailleurs des autres pays se souviennent de leurs frères de Turquie sous le joug d'un régime militaire, en ce jour de solidarité et d'unité internationale," pouvait-on lire dans ce bulletin.

- Le 1er mai, Amnesty International a lancé une campagne mondiale de solidarité avec les huit dirigeants syndicalistes de différents pays emprisonnés à ce jour. Parmi eux, on compte également Mr. Bastürk, Président de la DISK. La section belge d'Amnesty International organisait aussi une Journée de Solidarité le 2 mai 1982.

- Le *Journal des Juristes Démocrates* (Belgique) publiait un article dans son édition de mai, intitulé "Le Barreau turc décapité".

- Le 8 mai 1982, deux grandes manifestations ont été organisées par les groupements turcs et kurdes, à Duisburg et à Cologne, pour protester contre les peines de mort et les tortures en Turquie. C'est la première fois pendant une période de régime militaire que des groupes politiques de différentes tendances peuvent agir ensemble à cette occasion.

- *Flashes*, l'organe de la Fédération Mondiale des Syndicats publiait dans son édition de mai un article relatif au procès de la DISK.

- Le 14 mai, *Au Travail*, organe de la CSC publiait en détail les réflexions de l'avocat, Vandrooghenbroeck qui avait assisté aux interrogatoires de Mr. Abdullah Bastürk entre le 15 et le 20 avril 1982.

- Le Comité Exécutif de CISL a adopté une nou-

velle résolution sur la Turquie au cours de sa réunion du 14 mai 1982, à Bruxelles. Le Comité condamne la violation des droits de l'homme et des libertés syndicales, proteste contre la suspension des activités syndicales et l'utilisation des mauvais traitements et de tortures, et a lancé un appel pour la mise en liberté immédiate de dirigeants de la DISK.

- Le Congrès National de la Centrale Syndicale Allemande (DGB) a adopté neuf résolutions sur la Turquie condamnant la violation des droits syndicaux en Turquie et demandant aux autorités allemandes de suspendre leur aide à ce pays tant que les droits de l'homme et le bien-être ne sont pas assurés au peuple turc.

- BIR-KOM, un comité de différentes organisations turques et kurdes à l'échelle de l'Europe a entamé, le 24 mai 1982, une grève de la faim dans de nombreuses villes européennes pour protester contre les tortures, les exécutions et les chasses-à-l'homme en Turquie. Soutenus par de nombreux politiciens et personnalités célèbres, les grévistes demandent qu'une enquête soit ouverte sur les tortures mortelles infligées dans la prison de Diyarbakır, que l'on envoie une mission européenne dans les prisons de Turquie et que l'on ouvre des débats dans les institutions européennes à propos des violations des droits de l'homme en Turquie et au Kurdistan.

### TURQUIE-EUROPE

- Le Ministre des Affaires Etrangères norvégien Svønn Stray a annoncé au Parlement, le 7 mai, que la Norvège travaillerait activement avec d'autres pays à assigner la Turquie à comparaître devant la Commission Européenne des Droits de l'Homme.

- Au nom du groupe socialiste, Van Miert, Glinne Fellermaier, Gredal, Jacquet, Hansch, Mme Van den Heuvel, Cariglia, Saby, Moreau, Walters von der Vring et R. Dury ont présenté au Parlement Européen une proposition de Résolution invitant les ministres des Affaires Etrangères à exprimer leur indignation devant les persécutions systématiques et à exercer des pressions sur les autorités turques pour obtenir la libération immédiate d'Ecevit.

- Le 13 mai, les groupes du PPE, des Conservateurs et des Libéraux ont éludé un débat au Parlement Européen sur les mauvais traitements subis par Ecevit et ce faisant ils ont brisé l'accord conclu par les présidents des groupes politiques.

- La Grande-Bretagne, la France et l'Italie se sont adressées à la Commission de la CEE afin de réduire

**PRIX POUR YILMAZ GÜNEY: COUP POUR LA JUNTE**

*Yılmaz Güney's "Yol" (Le Chemin) et Costa Gavras' "Missing" se sont partagés la Palme d'Or, grand prix du Festival du Cinéma de Cannes. Le succès du cinéaste turc Güney en même temps qu'il couronnait le cinéma turc, portait un coup à la junte militaire turque.*

*Güney, le plus grand réalisateur turc d'aujourd'hui, est également la victime de la répression inhumaine qui sévit sur l'intelligentsia turque. A cause de cette répression, il était en exil lorsqu'il remporte ce prix.*

*Alors que Güney sortait de sa retraite en Europe afin de présenter son dernier film au Festival de Cannes, la junte militaire turque demandait son extradition à la France. Avant qu'une réponse officielle n'ait été donnée, Güney participait encore à une conférence d'intellectuels parrainée par la Grèce et par la France sur l'île Hydra.*

*Alors que les prix étaient décernés à Cannes, le gouvernement turc annonçait qu'une lettre de protestation avait été envoyée à la Grèce et à la France suite au refus d'extrader Güney.*

*Güney qui a 51 ans est né dans un petit village. Fils d'un paysan kurde qui ne possédait pas de terres, il fit son chemin jusqu'à l'école supérieure dans une ville du Sud: Adana, et ensuite, il entra à l'université d'Istanbul en Sciences Economiques.*

*Après deux ans, il en fut expulsé et passa deux années en prison, de 1960 à 1962, poursuivi pour avoir fait de la propagande communiste dans un article de magazine. A sa libération, il boulingua pendant deux ans, faisant des petits boulots et finit par se retrouver dans l'industrie du film. Sa première carrière dans le cinéma se passe en tant qu'acteur dans des rôles macho. Dans les années 70, il devint un des scénaristes et un des réalisateurs les plus salués de Turquie. Depuis lors, il a remporté un certain nombre de prix internationaux, y compris: le Léopard d'Or, la Pomme d'Or et le prix du Festival du Film de Berlin en 1979. En 1981, son film Sürü (Le Troupeau) remportait le premier prix des critiques du cinéma, à Bruxelles.*

*Pendant la période 1971-73, il fut emprisonné en raison de ses idées progressistes sur ordre des autorités de la Loi Martiale, et ensuite relâché avec d'autres détenus politiques à la suite d'une amnistie générale.*

*Mais sa plus longue peine d'emprisonnement: 19 ans, a été le résultat d'un coup de feu fatal qui tua un juge dans un restaurant de Yumurtalık. En fait, il y avait eu une extrême provocation de la part de la victime qui avait tenu un langage hautement insultant à l'égard de Güney et de son épouse. Toutefois, il n'y avait pas la moindre preuve contre Güney, il fut condamné à la peine de prison la plus longue.*

*Alors qu'il était en prison, il a écrit des articles, des scénarios et a même dirigé depuis sa cellule, la réalisation de nombreux films. Pour ses articles, il a été récemment condamné par les tribunaux militaires à un total de 22 ans et demi de prison.*

*Quant il s'enfuit de Turquie, Güney fut accusé d'être un "traître". De fait, tous les intellectuels turcs qui ont été obligés de fuir leur pays à cause de la répression ont toujours été accusés de pareille façon... L'exemple le plus frappant de ce drame est celui de Nazım Hikmet, le plus grand poète turc, qui après avoir passé 13 années en prison pour ses opinions, s'enfuit de la Turquie en 1951 et mourut en exil en 1963.*

*Güney déclarait dans une interview après la cérémonie de remise des prix: "Je suis très touché par cette récompense, mais je ne la considère pas comme une récompense personnelle. C'est une récompense pour tous les miens et particulièrement pour ceux qui ont tourné ce film."*

*Tous les fans du cinéma en Turquie étaient transportés de joie à la nouvelle du prix décerné à Yılmaz Güney. Même la presse turque, malgré qu'elle subisse des pressions de la junte, encensa son succès. "Ce fut un grand bonheur pour chacun de nous. Quelle que soit la position politique et légale actuelle de Güney, elle ne devrait pas assombrir son succès artistique," déclarait le quotidien Cumhuriyet.*

les importations de produits textiles turcs. La Commission a stoppé les importations de chemises turques à destination de la France. Les demandes britannique et italienne seront examinées plus tard.

- Au début du mois de juin, le Comité des Affaires Politiques du Parlement Européen a adopté le rapport de Mr. Von Hassel, tout à fait favorable au régime militaire. Ce texte adopté malgré l'opposition des membres socialistes et communistes de la commission suggérait aux états membres d'observer une attitude compréhensive à l'égard des autorités turques et aussi de ratifier le quatrième protocole financier entre la Turquie et la CEE. Toutes les propositions d'amendement pour condamner la répression dans ce pays ont été rejetées par la majorité de la Commission.

#### TURQUIE - ETATS-UNIS

Le Secrétaire d'Etat Haig, dans une nouvelle offensive diplomatique, a confirmé le soutien de son gouvernement au régime militaire turc lors de sa visite à Ankara, le 14 mai. Mais la guerre du Golfe Persique et le Moyen-Orient semblent avoir été les principaux sujets abordés lors de ses entretiens avec le Général Evren. Il ressort clairement à la fin de sa visite que toutes les discussions se sont déroulées dans le con-

texte de l'OTAN, ce qui implique que la Turquie ne traite pas bilatéralement avec les Etats-Unis dans cette affaire. Mais quelques jours plus tard, le Conseil Ministériel de l'OTAN, les 17 et 18 mai à Luxembourg, déclarait dans son communiqué final que "certains membres de l'OTAN peuvent prendre certaines mesures pour assurer la défense de régions en dehors de la zone de l'OTAN". Ceci est le feu vert pour une coopération bilatérale entre la Turquie et les Etats-Unis pour mettre en place une *Force Rapide de Déploiement* en Anatolie.

En fait, la préparation de l'installation de la Force Rapide de Déploiement a déjà commencé. De nombreux aéroports militaires turcs sont en cours de modernisation afin de permettre les opérations aériennes des Etats-Unis.

Mais par ce processus, la junte turque risque de perdre le soutien moral et matériel des pays du Moyen-Orient. Récemment, au cours de son discours inaugural à l'occasion de la réunion avec le Gouverneur de la Banque de Développement Islamique, qui a eu lieu le 24 mai à Istanbul, le Général Evren déclarait: "La Turquie fait partie intégrante du monde islamique". Mais toute complicité avec les manœuvres militaires des Etats-Unis risque de détériorer certainement les relations avec les pays du Moyen-Orient.

## IMMIGRATION

- Lors du rassemblement du 1er mai à Francfort sur le Main, quelques groupes allemands racistes ont attaqué des participants turcs et kurdes.

- Selon une étude, deux tiers de la population allemande s'opposent à l'établissement en permanence des travailleurs étrangers en RFA. (T-4/5)

- Le Secrétaire d'Etat français, Mr. François Aутain a annoncé que plus de 40.000 travailleurs étrangers clandestins seraient expulsés bientôt du pays.

- Le groupe parlementaire des Partis de l'Union en F.F.A. a demandé l'expulsion des activistes politiques de la population immigrée. (M-6/5)

- Le Centre Socio-Culturel Immigré, MRAX, la Ligue des Droits de l'Homme et Information-Diffusion-Immigré ont tenu une conférence de presse commune le 6 mai, 1982 à Bruxelles sur la question de délinquance des immigrés en Belgique. En exposant les raisons des actes criminels et en soulignant le fait que certains politiciens utilisent ces actes comme la motivation de nouvelles mesures, les quatre organisations ont déclaré: "Le refus systématique d'un sous-groupe social est aussi un facteur criminogène".

- La Fête d'Immigrés organisée par la FGTB a eu lieu le 8 mai 1982 à Fôret National, avec la participation des différentes nationalités. La chanteuse de résistance turque Melike Demirag et le barde turc Lütfü Gültekin ont aussi participé au programme artistique. Tous les auditeurs ont accompagné Demirag pendant qu'elle chantait "Elele" (Main dans la main).

- Dans la ville de Hanovre (RFA), des jeunes gens d'extrême-droite se sont attaqués à des groupes de Turcs.

- Les autorités allemandes étudient un projet visant à enrôler à peu près 20.000 jeunes immigrés dans l'Armée Allemande. (M-13/5)

- Un journal de la jeunesse allemande BSZ, édité par des étudiants des écoles supérieures à Berlin, publiait un article intitulé "Ausländer raus!" (M-14/5)

- Le chef de la police Winfried Pünder, chargé de

la surveillance de l'aéroport de Cologne, a été poursuivi pour avoir humilié des Turcs dans son article paru dans une revue professionnelle. (M-16/5)

- Quatre policiers allemands ont été inculpés pour avoir délivré des faux papiers à l'usage des travailleurs clandestins turcs. (DN-21/5)

- "Rockers" a lancé une campagne de terreur contre les travailleurs étrangers à Francfort s/Main et a attaqué les gens non-allemands. (H-26/5)

- Le Conseil Consultatif Immigré de la Communauté Française a tenu sa première conférence de presse le 26 mai 1982 à Bruxelles. Une lettre ouverte adressée aux candidats des prochaines élections communales a été rendue publique à cette occasion. Le CCICF, rappelant que les travailleurs immigrés ne sont ni des ôtages, ni de la "chair à canon" électorale, a fait l'appel suivant aux candidats: "Quelle que soit la formation politique dans laquelle vous êtes engagés, nous osons vous demander de contribuer à une meilleure politique communale d'accueil et de participation des immigrés".

- Après l'incendie de St Josse à Bruxelles, un autre incendie dans la ville de Harlem des Pays-Bas, le 30 mai 1982, a coûté la vie à cinq immigrés turcs. Comme les précédents, ces cinq victimes sont de la région d'Emirdag de la Turquie. D'autre part, au sujet de l'incendie de St Josse qui a causé la mort de 14 immigrés, le député belge Claude Dejardin a fait une intervention au Conseil de l'Europe et a critiqué la politique de logement des pays européens.

- Les associations turques contrôlées par l'Ambassade de Turquie en Belgique se sont réunies à Bruxelles le 30 mai 1982 afin de constituer une fédération qui sera au service de la junte militaire. Assistée par les diplomates turcs en Belgique, la réunion a adopté les statuts de la nouvelle fédération et a décidé d'inviter d'autres organisations turques à y adhérer. Cette nouvelle fédération prend exemple sur les "amicales" Marocaines.

## SUICIDES DE JEUNES FILLES TURQUES

*En une semaine de temps, en RFA, trois jeunes filles turques sont suicidées l'une après l'autre.*

*Le 21 mai, à Hambourg, une fillette de 12 ans du nom de Zehra, s'est pendue, laissant une lettre à ses parents dans laquelle elle écrivait: "Je ne veux plus vivre. Pardonnez-moi!". Selon ses amies, Zehra était dans un état de dépression psychologique en raison de ses échecs scolaires.*

*Le 29 mai 1982, à Berlin, une jeune fille de 16 ans, Sülfü Avlar se suicidait de la même manière. On rapporte que cette jeune fille subissait les contraintes de sa famille conservatrice.*

*Le même jour, à Hambourg, une autre fille turque de 25 ans, s'immolait par le feu en protestation contre l'attitude raciste de la société allemande. Le suicide de Semra Ertan a constitué un événement qui met en lumière le drame de la seconde génération de l'immigration turque.*

*Selon les informations données par sa famille, son père est arrivé en Allemagne en 1962 et n'avait pas pris ses enfants avec lui. Semra a grandi dans la ville de Mersin en Turquie, sans les soins de son père. Six ans plus tard, le père ramena sa femme et ses cinq filles avec lui en Allemagne. Mais les cinq sœurs ont toujours vécu une vie migratoire entre la Turquie et l'Allemagne. Ceci continua jusqu'en 1972. Cette année-là, la famille se rassembla et s'installa pour de bon en Allemagne, et ils commencèrent enfin à mener une vie familiale normale après un intervalle de 10 ans.*

*Semra allait à l'École Normale en Allemagne mais avait des difficultés d'adaptation aux cours. Elle se retrouvait toujours à la traîne de ses amies de classe. Son père et sa mère n'étaient pas capables de lui accorder suffisamment d'attention car ils travaillaient tous les deux. En plus de ses échecs scolaires, elle ne put trouver un travail. Elle se rendait chaque jour à l'office de l'emploi mais rentrait à la maison sans avoir trouvé de travail. Bien qu'étant une jeune fille enjouée, Semra se plaignait de l'attitude hostile des Allemands à l'égard des étrangers et était complètement désespérée.*

*Suite au suicide de Semra, et la presse turque et la presse allemande ont lancé une large campagne déplorant la montée du racisme dans la société allemande ainsi que l'absence d'une politique de l'immigration adaptée aux besoins de la seconde génération.*

*Comme l'écrivait le quotidien Milliyet: "Semra était une jeune fille rayonnante mais qui n'a pas réussi à trouver sa place dans la société. Des familles séparées... Fréquentant l'école dans une société étrangère... Le chômage. Le résultat d'une démarche aventureuse commune. Les allemands la financent et les autorités turques en fournissent le scénario et les acteurs..."*